- Accueil
- <u>Pays de la Loire</u>
 Ouest-France Édith GESLIN.Publié le 26/05/2022 à 17h43

Inégalités sociales. Le collectif Alerte Pays de la Loire tire la sonnette d'alarme

À deux semaines du premier tour des élections législatives, le collectif ligérien Alerte, qui regroupe des associations qui luttent contre les inégalités et pour l'accès aux droits, réclame une politique volontariste. « C'est le cœur de notre contrat social », défend-il.

Le collectif Alerte met en avant la question de l'accès aux soins pour les plus pauvres.

Être à la hauteur des enjeux **« de dignité, d'égalité et de justice sociale »,** c'est ce que réclame <u>le collectif Alerte</u> Pays de la Loire en s'adressant aux candidats <u>aux élections législatives</u>. Une lettre ouverte qui veut mettre la lutte contre les inégalités au cœur de la mandature.

Le collectif regroupe Médecins du Monde, les Apprentis d'Auteuil, la Ligue des droits de l'Homme, le Secours catholique, la Fédération des acteurs de la solidarité (1)... Il tire la sonnette d'alarme « parce que les associations qui sont sur le terrain font le constat quotidien des situations de pauvreté », rapporte Anouk Grayon, chargée de la lutte contre les exclusions à l'Uriopss (2).



sur un marché alimentaire pour ceux qui ont du mal à se nourrir. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

124 000 enfants ne mangent pas à leur faim

Le collectif détaille : « En Pays de la Loire, 400 000 personnes sont en situation de pauvreté. 124 000 enfants ne mangent plus à leur faim dès le 15 du mois. 140 000 travailleurs pauvres sombrent dans l'invisibilité sociale. Et des milliers de personnes renoncent aux soins. » Pourtant, insiste Anouk Grayon, « nous sommes dans une région qui se porte bien et où l'on agit contre les exclusions ».

Il y a « urgence à relancer une politique volontariste de lutte contre les inégalités », plaide le collectif. La lettre liste les incontournables : d'abord « se nourrir de manière saine, suffisante ». Un chiffre à l'appui : 300 000 chèques alimentaires ont été distribués <u>au moment de la crise sanitaire.</u>

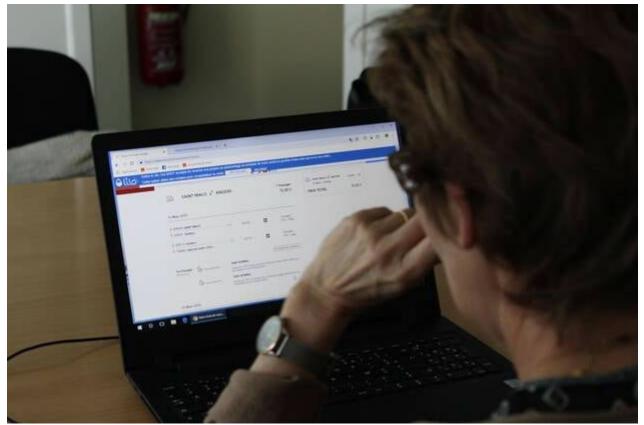
104 000 demandes de logements sociaux en instance

Alors que 31 % des enfants ligériens bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire n'ont jamais vu de dentiste à 7 ans, « chacun doit pouvoir se soigner correctement ». Et bénéficier d'un logement digne. « 104 000 demandes de logements sociaux restent en attente dans la région », expose le collectif.



104 000 demandes de logements sociaux seraient en instance dans la région. | ARCHIVES OUEST-FRANCE/ FRANCK DUBRAY

Parce que 13 % de la population ligérienne serait en grande difficulté avec les outils informatiques, « un accompagnement social inconditionnel, un accueil physique en guichet pour les services publics et une dématérialisation mesurée » s'imposent. « La question sociale doit rester au centre des débats », soutient Anouk Grayon.



L'illectronisme met en difficultés les populations éloignées du numérique. | ARCHIVES OUEST-France

- La liste des membres du collectif n'est pas exhaustive.
 Le réseau Uriopss regroupe les associations des secteurs sanitaire, social et médico-social.